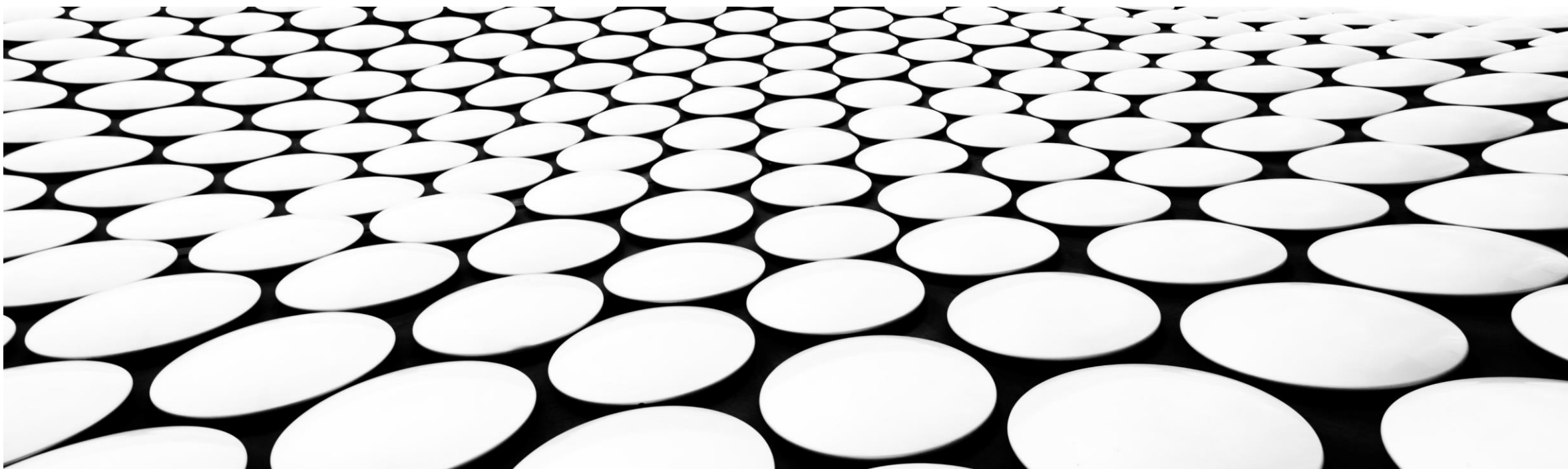


COMITE DE PILOTAGE 30 LOGEMENTS D'ABORD

16/11/20



DÉROULÉ DU COMITÉ DE PILOTAGE

1- AVANCÉE DE L'ÉVALUATION

- La démarche
- Des premiers résultats
- Des suites à envisager

2- ARRÊT DES ACCOMPAGNEMENTS

- Un constat partagé au 1er novembre
- Des perspectives

3- ACQUIS DE L'EXPÉRIMENTATION

4- COMPTE DE RESULTAT AU 31/10/2020

5- PERSPECTIVES

- Tirer les enseignements de l'expérimentation
- Construire de nouveaux projets?



1- AVANCÉE DE L'ÉVALUATION

Une démarche bien engagée

OBJECTIFS DE L'EXPÉRIMENTATION

CHAMPS D'EVALUATION RETENUS

I. Mobiliser 30 logements pour accélérer l'accès de 30 ménages sans logement ou sans hébergement pérenne à un logement

- 1- Mobilisation des 30 logements, moyens mis en œuvre

II. Coordination des acteurs, expérimentation de nouvelles pratiques professionnelles, amélioration des processus collaboratifs

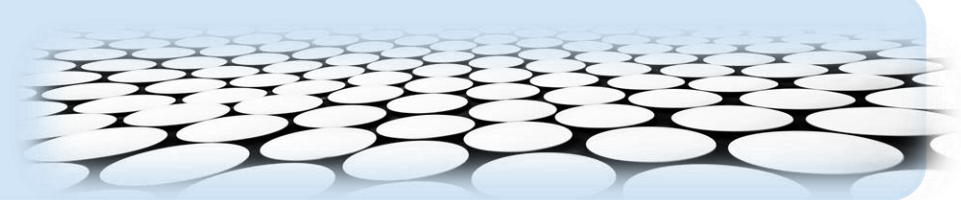
- 2 - Coordination des acteurs / amélioration des processus collaboratifs
- 3- Expérimentation de nouvelles pratiques professionnelles

III. Créer au sein du FSL une coordination des parcours

- 4- Coordination des parcours

IV. Mesurer les impacts de l'action en regard de l'intérêt général

- 5- Mesurer les impacts



1- AVANCÉE DE L'ÉVALUATION

Questionnaires

A partir des questions évaluatives co—élaborées en Cotech: définition des critères et de leurs indicateurs, exprimés en questionnaires à destination des partenaires (dont les ménages).

Entretiens d'évaluation

Pour favoriser les réponses au questionnaire, les adultes qui ont accepté (22 sur 41), ont été interrogés en entretien.

Des entretiens avec les partenaires à posteriori des questionnaires ont été réalisés pour compléter certains points.

Une démarche bien engagée

Analyse des données

Le recueil de données tout au long de l'expérimentation (sur les contenus des entretiens de travail social, les délais de la procédure d'admission et d'entrée dans les lieux, la mobilisation de l'accompagnement renforcé, etc. complète l'évaluation

1- AVANCÉE DE L'ÉVALUATION

Ateliers de découverte des cultures professionnelles

16 ateliers réalisés
10 partenaires impliqués
12 partenaires participants
103 participations

Un essor la première année freiné par la crise sanitaire : Obligation de limiter les participants pour les ateliers devant se dérouler en présentiel, un atelier annulé, une interactivité plus difficile à insuffler en distanciel.

Analyse des pratiques professionnelles

14 séances réalisées de sept .2019 à Nov.2020
(1 dernier à venir)

L'utilité des séances fait l'unanimité car elles ont permis une prise de recul importante sur la position et la posture professionnelle, d'échanger, et d'amener des apports concrets sur les positionnements ou postures à adopter pour résoudre des difficultés.

Des premiers résultats partiels

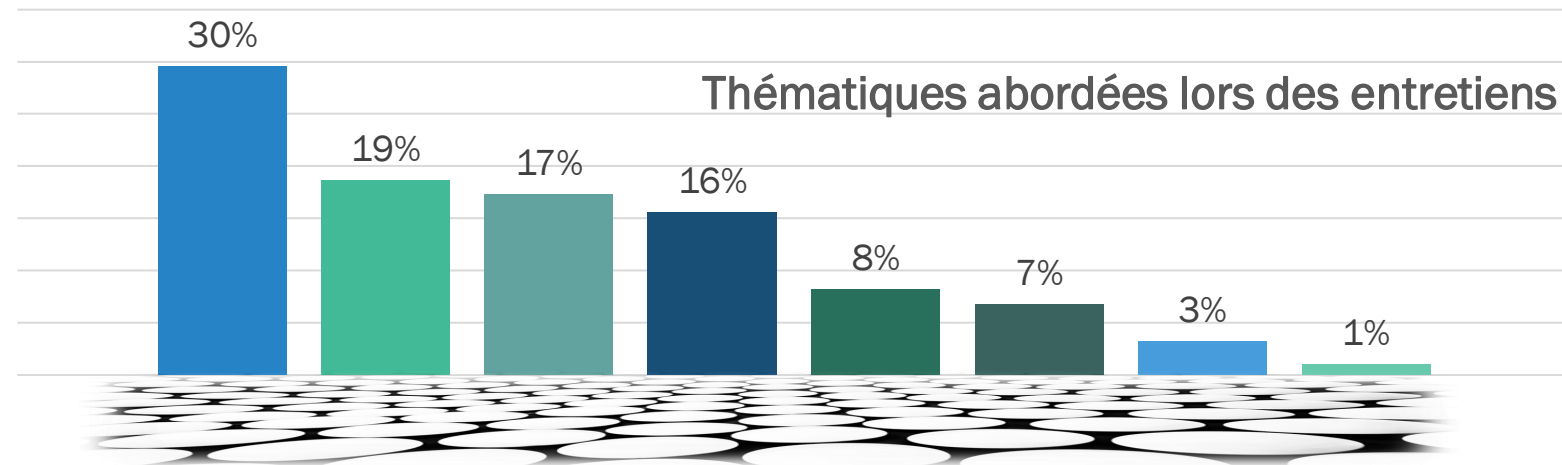
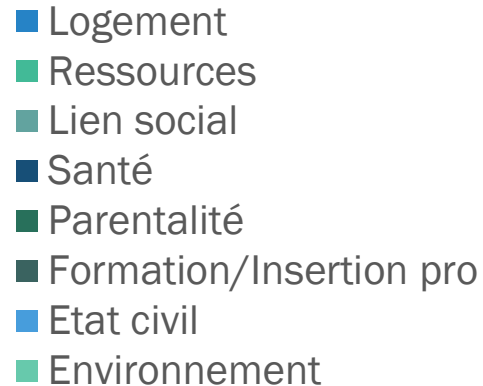
Réalisations au 01/10/20

103 points trimestriels
1433 entretiens (57% téléphoniques)

82% des ménages interrogés indiquent qu'ils pensent continuer à faire appel aux intervenants extérieurs avec lesquels ils ont été mis en contact.

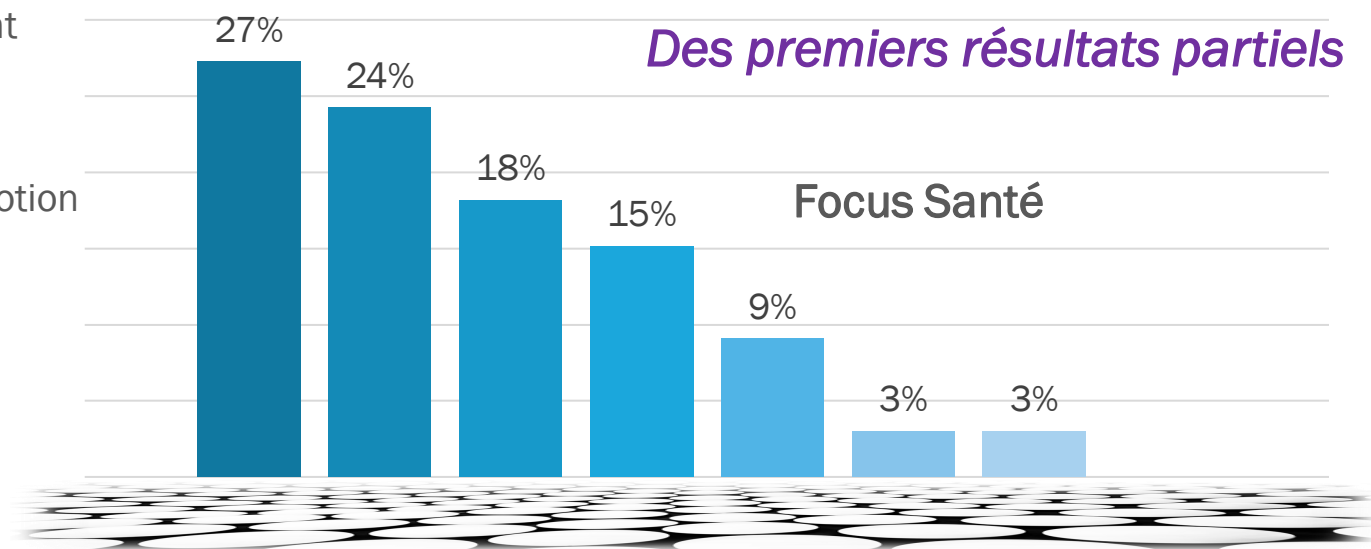
73% indiquent qu'ils savent où chercher des personnes qui pourraient les aider.

Des premiers résultats partiels



- Baisse notable d'un tiers, par rapport à 2019, des questions relatives au logement mais le thème demeure de loin, le plus fréquent (45%>30%).
- Accroissement modéré des questions relatives aux ressources (14%>19%)
- Doublement des thématiques relevant du lien social (9%>17%) qui marque bien que la relation humaine, une fois la sécurité et la stabilité retrouvées, devient un sujet qui impacte les ménages.
- Stabilité des questions de santé (16%>15%) en regard des difficultés connues sur le plan de la santé par les personnes privées de logement et qui sont longues à traiter (polypathologies physiologiques liées aux rudes conditions d'existence, addictions associées, troubles psychiques relevant fréquemment de la psychiatrie)
- Stabilité de la part de la parentalité même si la nature des interventions a beaucoup varié entre les deux années (Cf. Focus Parentalité).
- Stabilité (6%>7%) des questions relatives à la formation et à l'insertion professionnelle fait écho aux questions de ressources invoquées comme facteur de stress par les ménages.
- Les deux dernières thématiques demeurent stables également et restent peu représentatives.

- Ouverture ou maintien des droits / Médecin traitant
- Psychiatrie, psychologie
- Médecine générale ou spécialiste, Y compris promotion de la santé
- Lunettes
- Addictologie
- Dentaire
- Gynécologie, suivi grossesse



- La forte augmentation de la part "ouverture des droits/déclaration de médecin traitant" par rapport à la première année (19%>27%) s'explique notamment par les renouvellements de CMU, et les demandes d'Allocation Adulte Handicapé qui ont émergé au cours de la seconde année.
- La part des soins relatifs au psychisme, qu'il relève de la psychiatrie ou non, a plus que doublé entre les deux années (10%>24%).
- La part des demandes en médecine générale a fortement décru entre les 2 années (29%>18%)et plus encore que n'en rendent compte les chiffres car un item "promotion de la santé" a été inclus en 2020 dans cette catégorie.
- La part de l'ophtalmologie a presque quadruplé entre les deux années (4%>15%).
- Un fait marquant est la diminution de moitié des demandes relatives à la prise en charge de l'addiction (20%>9%). Cette baisse n'est pas le marqueur d'un sevrage mais du travail d'orientation effectué au cours de la première année qui permet aux personnes de prendre en charge leur pathologie auprès de professionnels spécialisés qui fait baisser les demandes adressées aux travailleuses sociales de l'expérimentation.
- Les catégories suivantes ne présentent pas un intérêt particulier.

Des premiers résultats partiels

■ Suivi Scolarité

■ Appui à la parentalité, soutien, répit parental, médiation avec l'autre parent

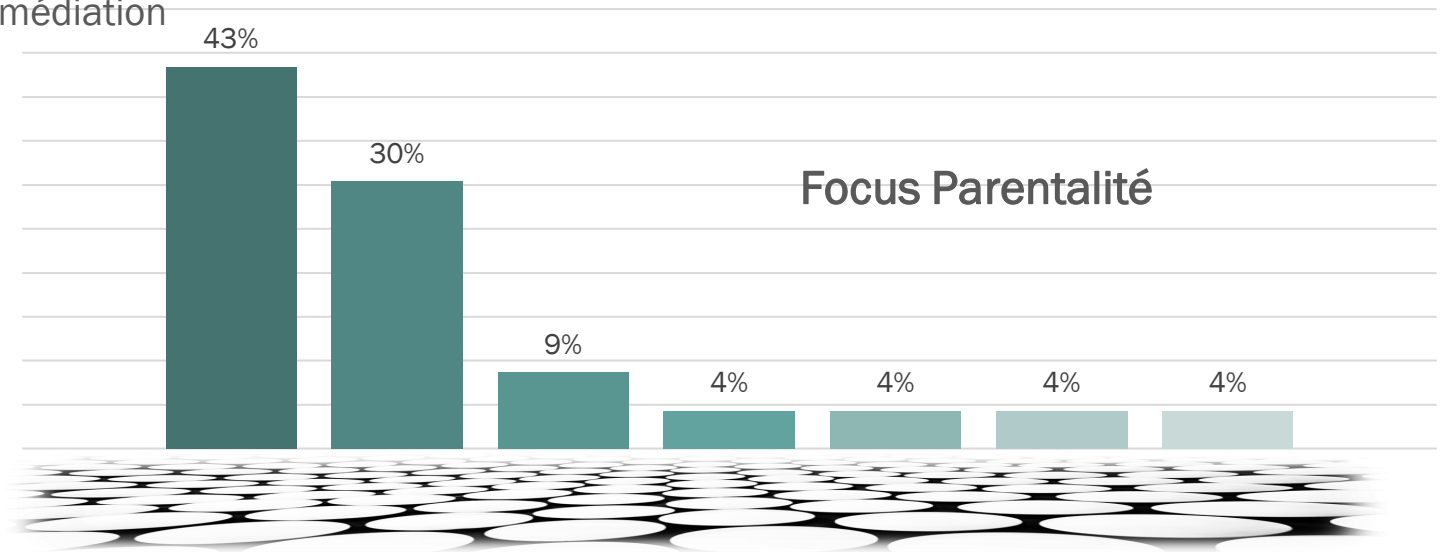
■ Loisirs/ activité d'éveil

■ Mesure de protection / placement

■ JAF, Garde, Drt de visite

■ Administratif/ Droits

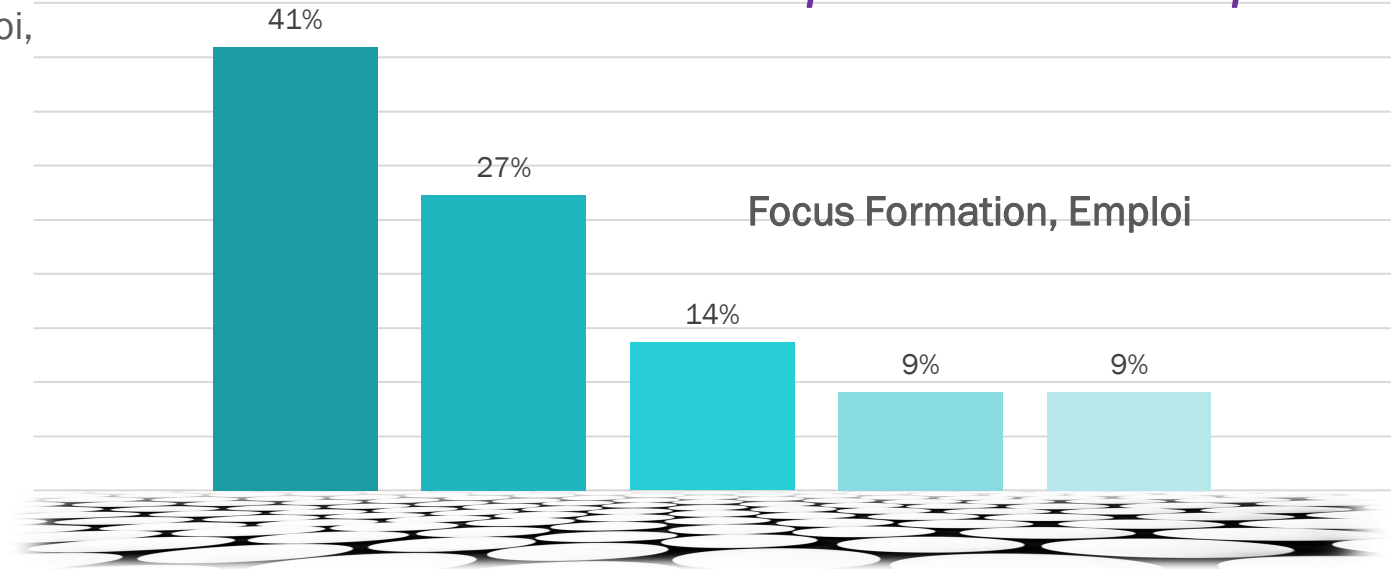
■ Reprise relation avec enfants



- ✓ 3 catégories n'apparaissent plus dans les thématiques liées à la parentalité : "PMI-Bébé, Mode de garde, Regroupement familial".
- ✓ 2 catégories nouvelles : "Appui à la parentalité, soutien, répit parental, médiation avec l'autre parent" et "Mesure de protection / placement".
- ✓ "Appui à la parentalité, soutien, répit parental, médiation avec l'autre parent" revêt une importance tant en regard de sa représentativité (1 ménage concerné par les questions de parentalité sur 3), que par sa nature.
- ✓ Au cours de cette seconde année, les travailleuses sociales 30 logements d'abord ont accompagné des ménages, tant monoparentaux que couples, dans leur posture parentale et éducative. Cela met en lumière la profondeur de l'accompagnement mis en œuvre auprès de ces familles qui ont pu faire part de leurs limites ou difficultés au sein même de la cellule familiale (répit parental, médiation avec l'autre parent, appui éducatif).
- ✓ La prédominance des questions liées à la scolarité n'est pas une surprise dans ce focus parentalité.

Des premiers résultats partiels

- Recherche emploi via secteur associatif (diac emploi, tapage, associations intermédiaires)
- Recherche emploi via secteur institutionnel (pôle emploi, Mission locale, PLIE, etc.)
- Expériences d'emploi (Interim, CDD, CDI, association intermédiaire, auto entreprise, etc.)
- Questionnements sur projet professionnel et information sur le monde du travail
- Pas de projet emploi dans l'immédiat



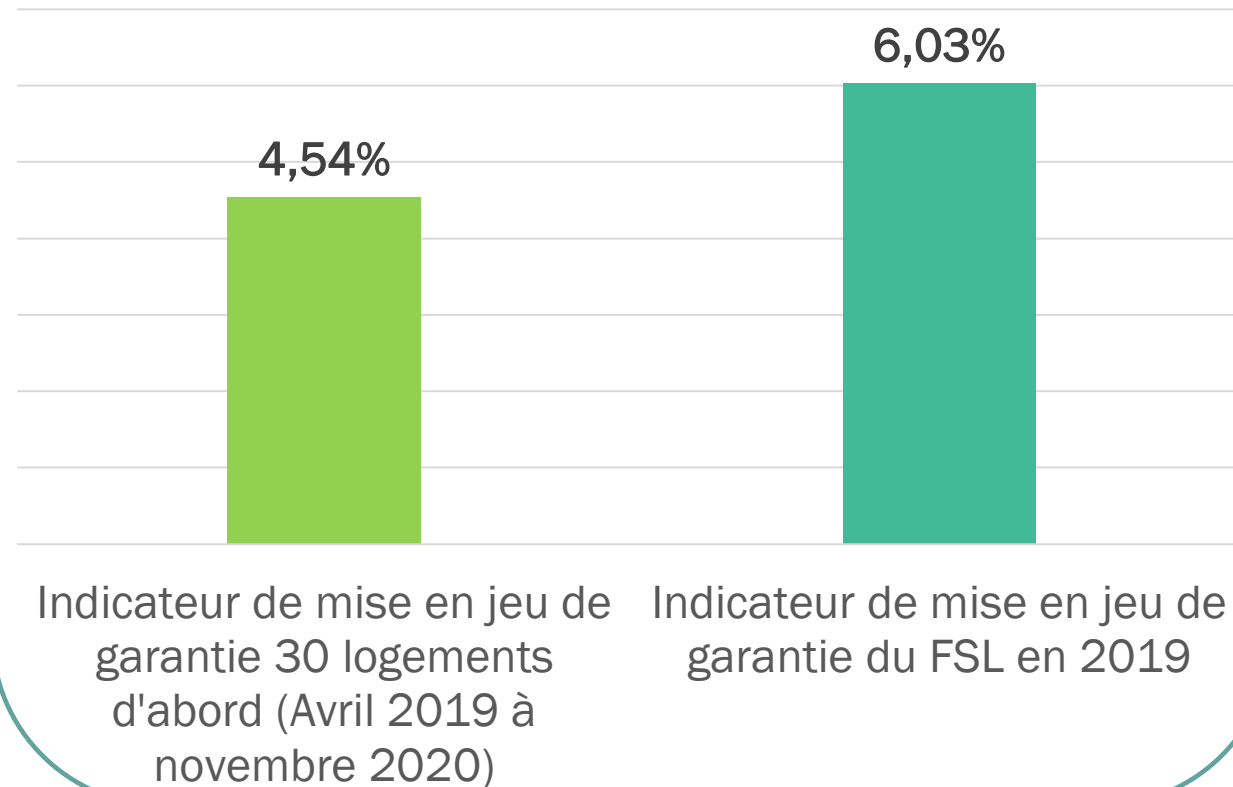
- Il faut rappeler ici que le pourcentage indiqué indique le nombre de fois où la thématique a été abordée en entretien avec les travailleuses sociales. 14% d'expériences d'emploi ne signifient pas que 14% des ménages ont eu des expériences d'emploi mais que 14% des entretiens réalisés ont abordé ce sujet. Les personnes ne parlent pas systématiquement de toutes leurs expériences avec les travailleuses sociales, notamment lorsqu'elles concernent des emplois à la journée en intérim. Cette part était de 17% en 2019.
- Une nouveauté par rapport à l'an passé est la part de contacts pour la recherche d'emploi avec le milieu associatif. Le dispositif Diac'emploi du Diaconat de Bordeaux, particulièrement adapté au public ciblé par 30 logements d'abord, a ouvert de nouvelles perspectives pour les ménages logés par l'expérimentation.
- Dans le contexte dégradé lié à la crise sanitaire, 68% des entretiens ayant porté sur le thème de l'emploi ou de la formation professionnelle ont concerné de la recherche d'emploi.
- Autre fait notable, la part des entretiens au cours desquels les ménages ont indiqué ne pas souhaiter être accompagnés vers l'emploi ou ne pas avoir de projet dans l'immédiat, est passée de 17% en 2019 à 9% en 2020.

1- AVANCÉE DE L'ÉVALUATION

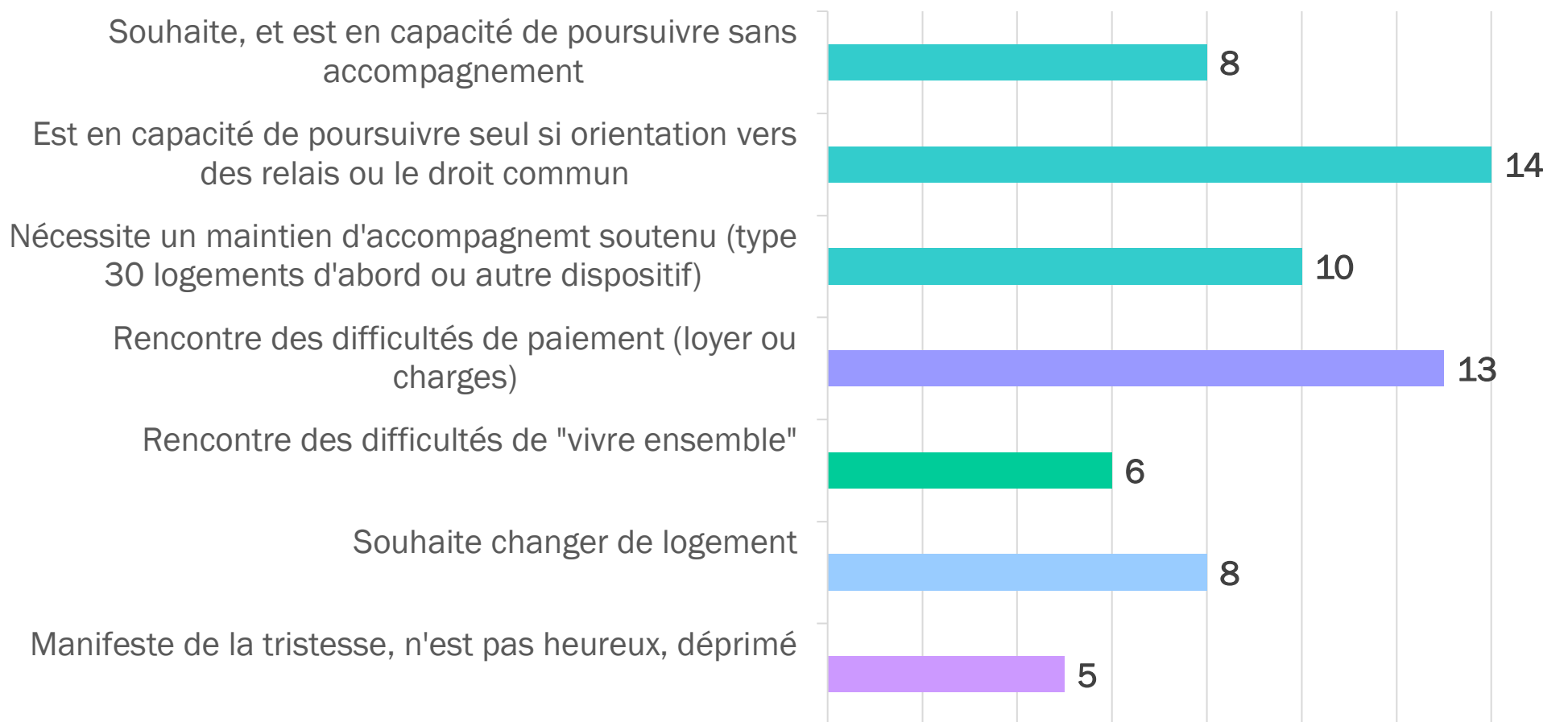
Des premiers résultats partiels

Montant des cautions en cours 30 logements d'abord	222 178 €
Montant des mises en jeu en 2020 (pas de mise en jeu en 2019)	10 090 €

Indicateurs de mises en jeu de garantie en pourcentage du montant des cautions accordées



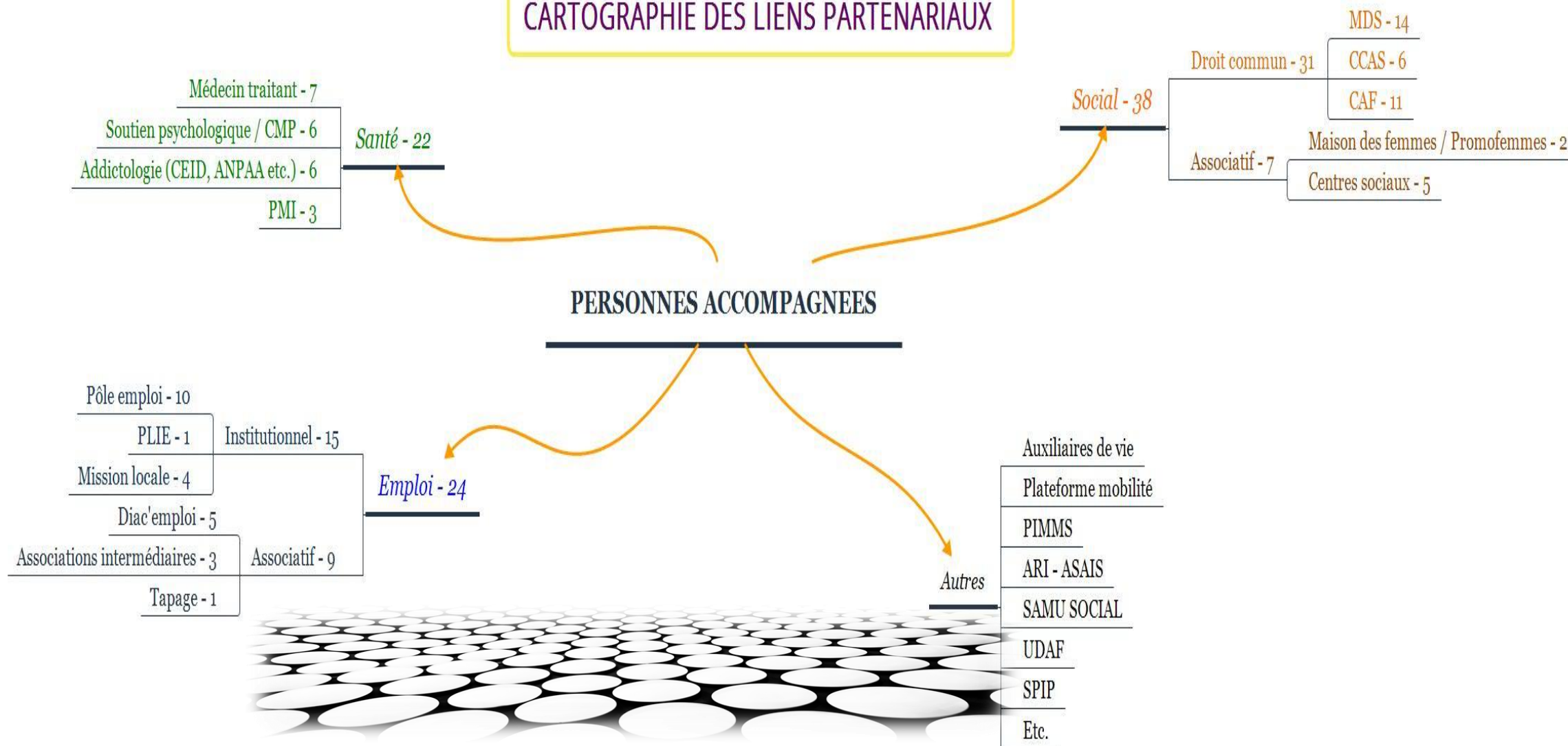
Evaluation synthétique des situations des ménages



1- AVANCÉE DE L'ÉVALUATION

Des premiers résultats partiels

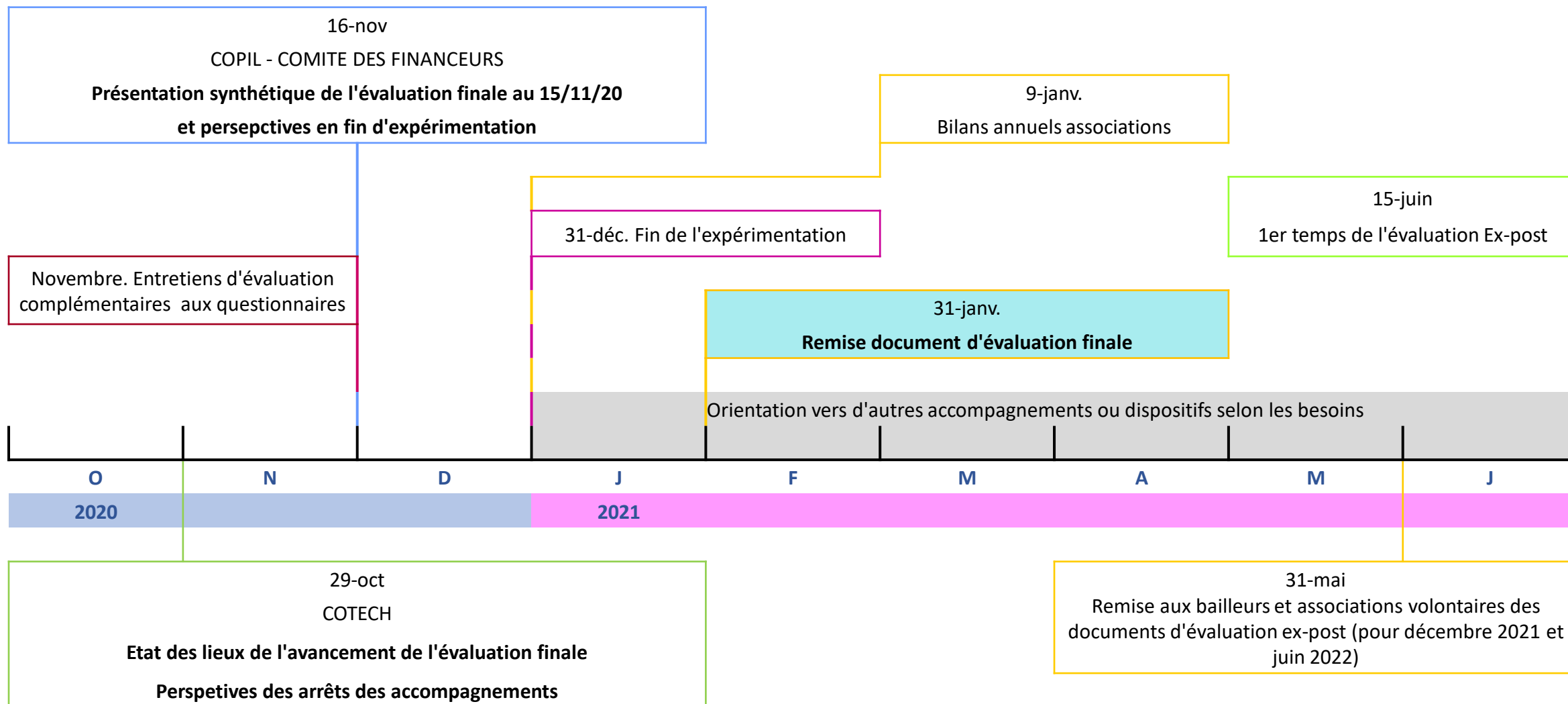
CARTOGRAPHIE DES LIENS PARTENARIAUX



1- AVANCÉE DE L'ÉVALUATION

Des suites à envisager

RETRO PLANNING 30 LOGEMENTS D'ABORD



1- AVANCÉE DE L'ÉVALUATION

Des suites à envisager

Des données diverses qui restent à analyser :

- ✓ Délais de mise à l'abri
- ✓ Recours à l'accompagnement renforcé
- ✓ Liens entre situations actuelles et parcours antérieurs
- ✓ Vécu des partenaires
- ✓ Vécu des ménages (logement, accompagnement, mieux-être,)
- ✓ Pertinence des modalités opérationnelles décidées.
- ✓ Plus-value de la coordination
- ✓ Limites ou manques relevés

Structure de l'évaluation ex-post

- Indicateurs de gestion locative (dettes, troubles, départ, procédures contentieuses en cours) ?
- Indicateur de vécu des ménages / rétablissement ?

Faisabilité ?

Bailleurs / Associations / FSL

Calendrier ?

juin 21, décembre 21, juin 22 ?

2- ARRET DES ACCOMPAGNEMENTS

Un constat partagé au 1^{er} novembre

- Abord avec le ménage des suites de son parcours
- Ecoute et étude des besoins
- Propositions de relais

Evaluation des situations et préconisations des associations

- Retours du terrain
- Expertise en matière de veille, et de gestion locative.

Analyse des bailleurs et préconisations

CONVERGENCE
DANS
L'EVALUATION

- Du fait de séparations de couples et d'un décès 32 situations de ménages à étudier.
- Les 3 associations interrogées
- Des bailleurs presque tous contactés (30 ménages /32 concernés)
- Un panel de réponses diversifié, à l'initiative tant des bailleurs que des associations.

2- ARRET DES ACCOMPAGNEMENTS

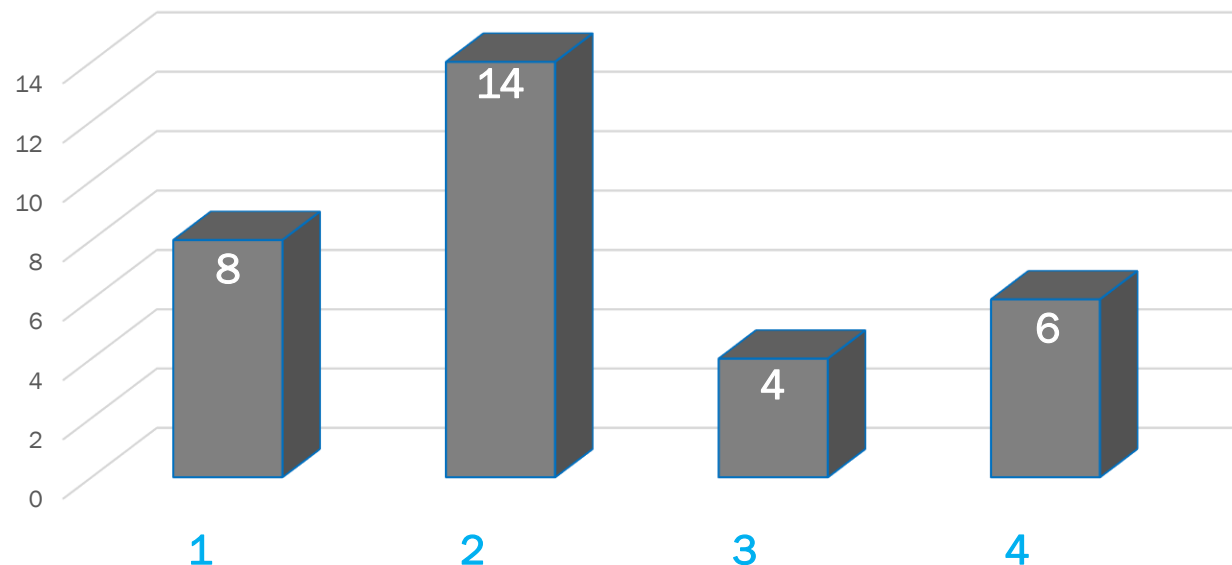
Des perspectives sans équivoque

4 types de situations

1. Ménages sans nécessité de relais, ou seulement une information sur le droit commun.
2. Ménages avec nécessité d'accompagnement par le droit commun.

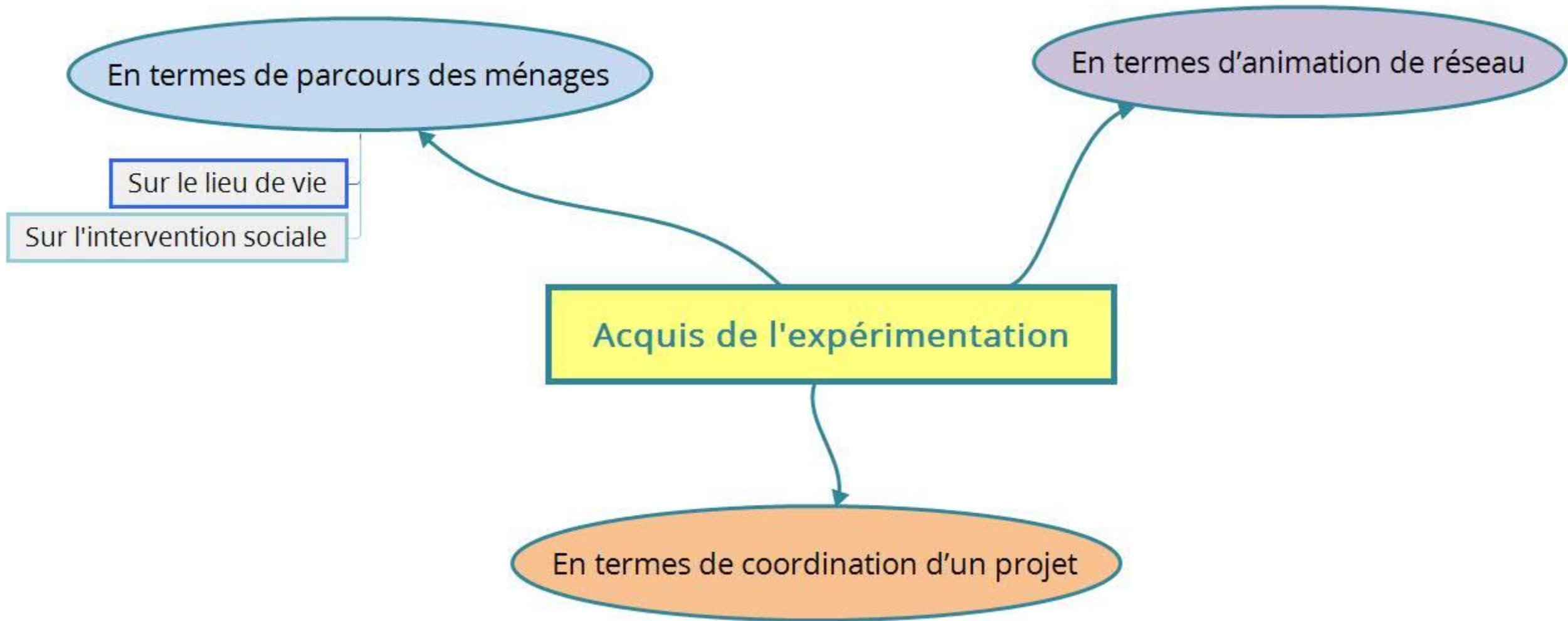
Ménages avec nécessité d'un maintien d'accompagnement lié au logement :

3. Maintien dans le logement
4. Incertitude ou changement de logement

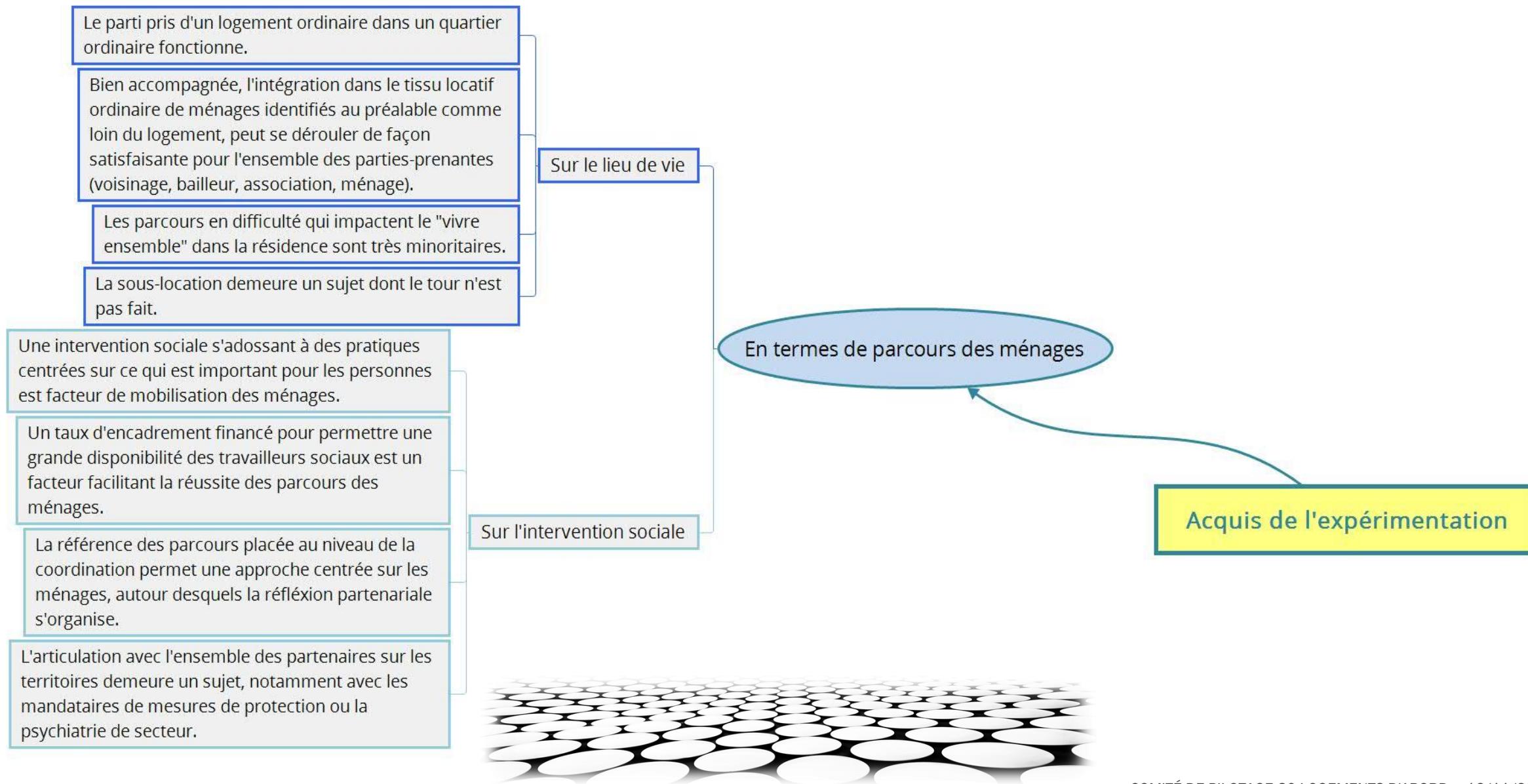


Les ménages nécessitant un accompagnement spécifique lié au logement vont pouvoir bénéficier pour 7 à 8 d'entre eux (évaluation au 31/12) d'une prolongation d'accompagnement par les associations engagées dans l'expérimentation.
2 à 3 ménages vont être accompagnés par d'autres dispositifs.

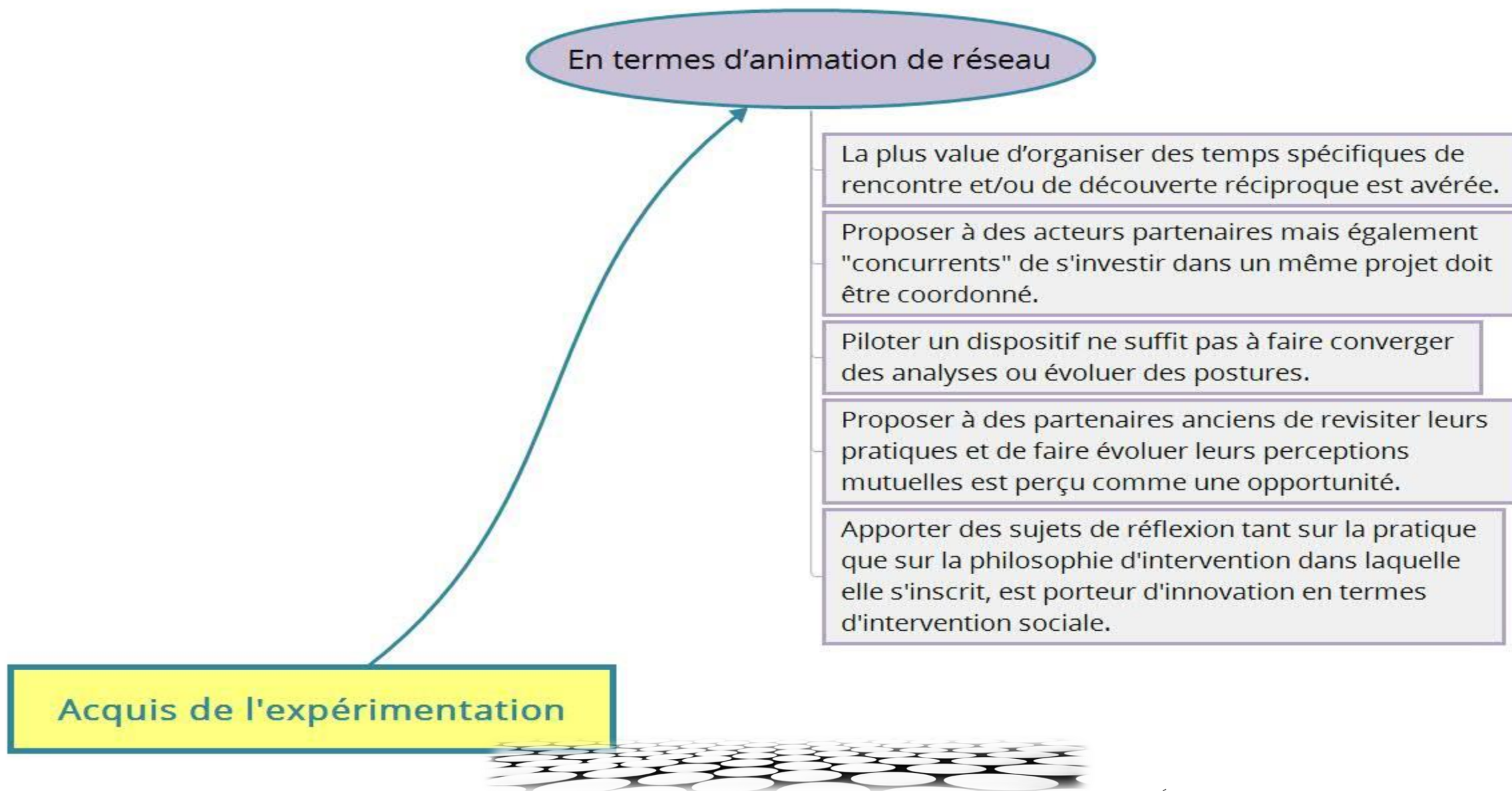
3- ACQUIS DE L'EXPÉRIMENTATION



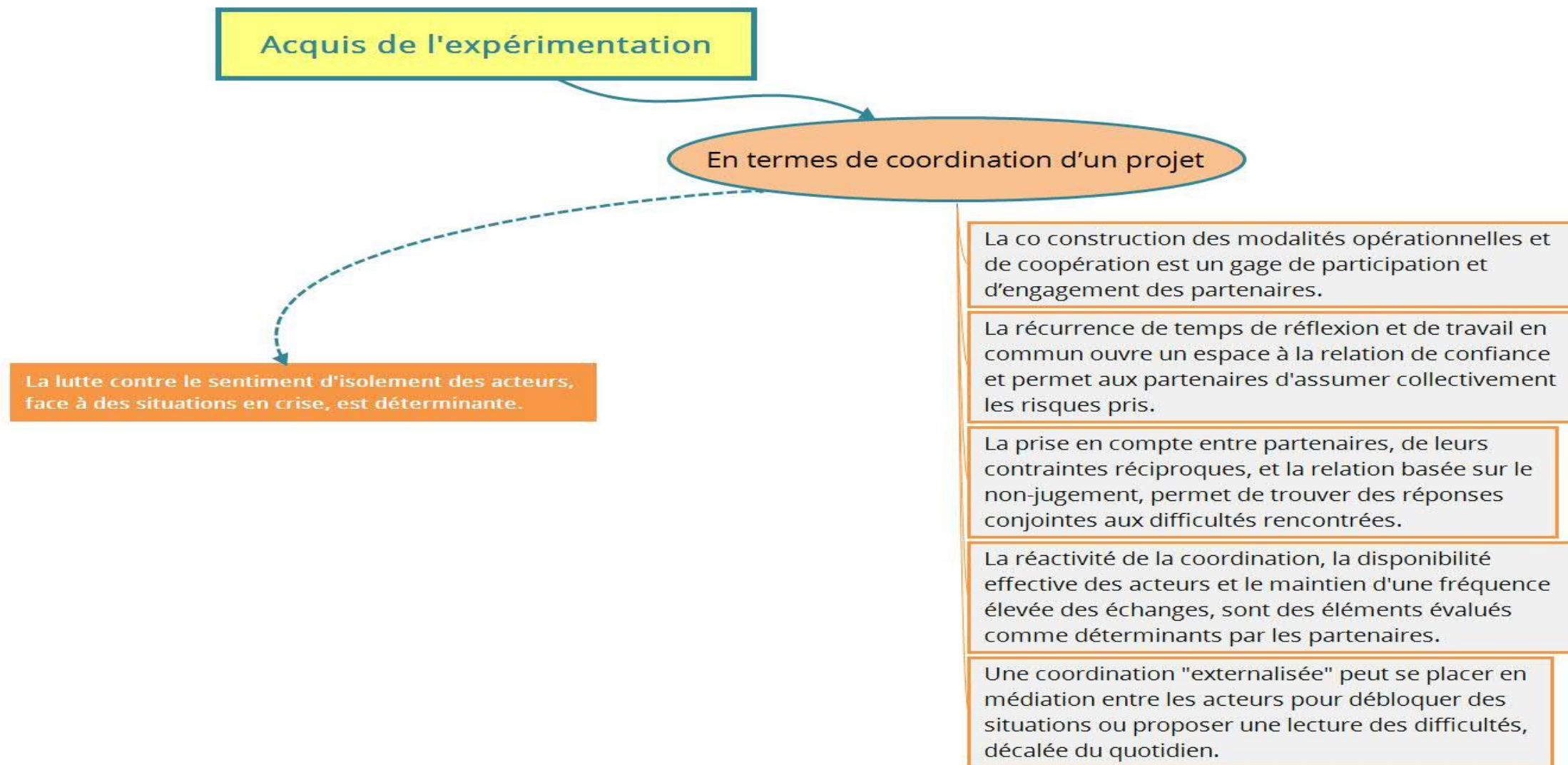
3- ACQUIS DE L'EXPÉRIMENTATION



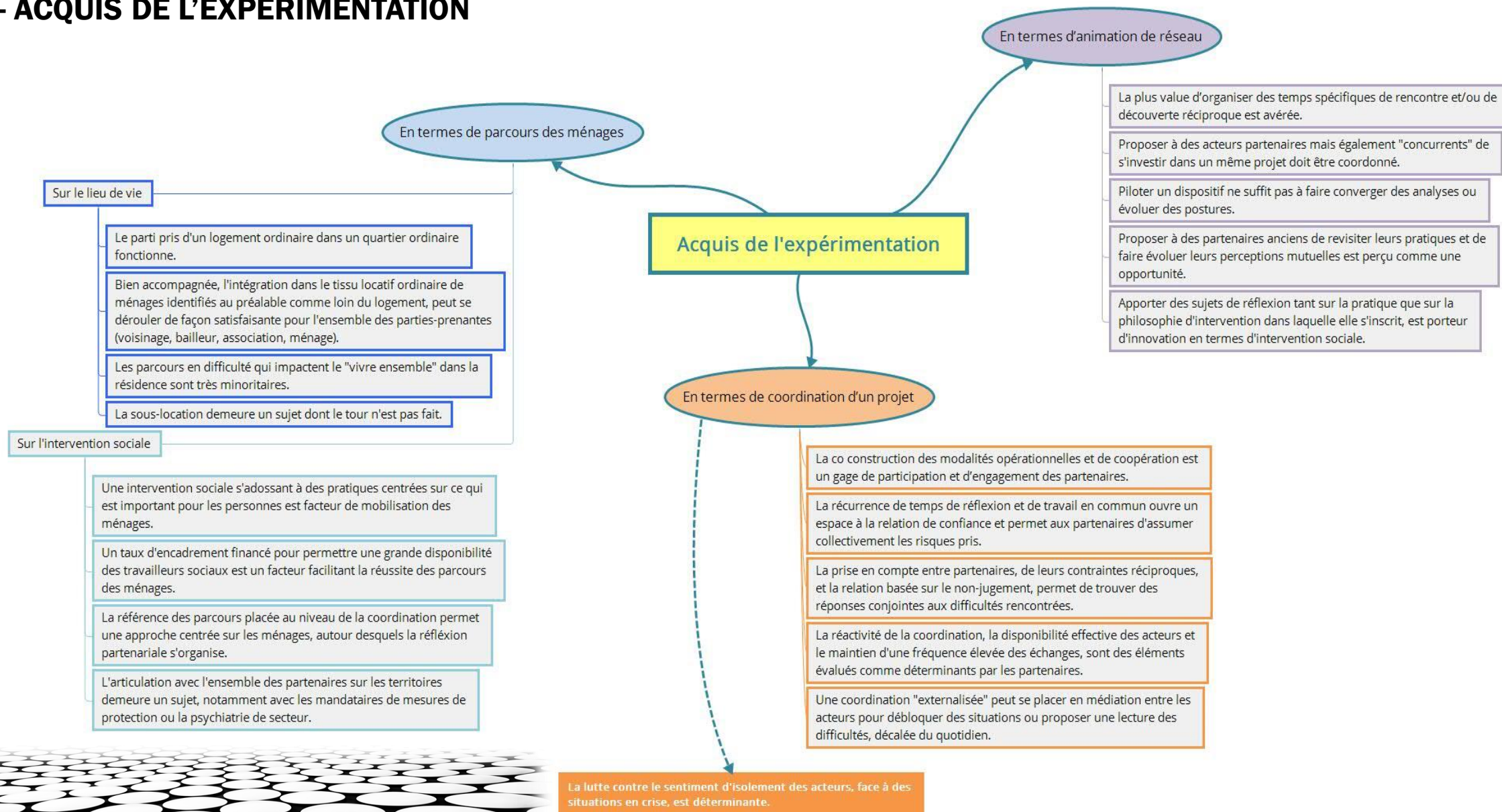
3- ACQUIS DE L'EXPÉRIMENTATION



3- ACQUIS DE L'EXPÉRIMENTATION



3- ACQUIS DE L'EXPÉRIMENTATION



4- COMPTE DE RESULTAT AU 31/10/2020

Recettes	Prévisionnel	Réalisé au 31/10/2020
DDCS	75 000,00 €	75 000,00 €
CD	34 300,00 €	27 440,00 €
BM	34 300,00 €	0,00 €
FSL	69 776,00 €	69 776,00 €
Total	213 376,00 €	172 216,00 €

Dépenses	Prévisionnel	Réalisé au 31/10/2020
Mesures d'accompagnement (dont accompagnements renforcés) Ligne 65 Autres Charges de Gestion courante	130 000,00 €	116 216,63 €
Autres charges indirectes (dont <i>Analyse des pratiques professionnelles</i>) Ligne 65 Autres Charges de Gestion courante	20 000,00 €	3 060,00 €
Frais de coordination Ligne 64 Charges de personnel	53 200,00 €	47 777,98 €
<i>dont Poste de Coordonnateur</i>	50 700,00 €	46 695,83 €
<i>dont Frais de transport et de mission</i>	2 500,00 €	1 082,15 €
Mise en jeu de garantie	38 000,00 €	10 090,00 €
Encadrement, frais de gestion Ligne Charges fixes de fonctionnement	10 176,00 €	8 480,00 €
Total	213 376,00 €	185 624,61 €

6- PERSPECTIVES

Tirer les enseignements de l'expérimentation

Nourrir le schéma départemental de médiation et gestion locative adaptée?

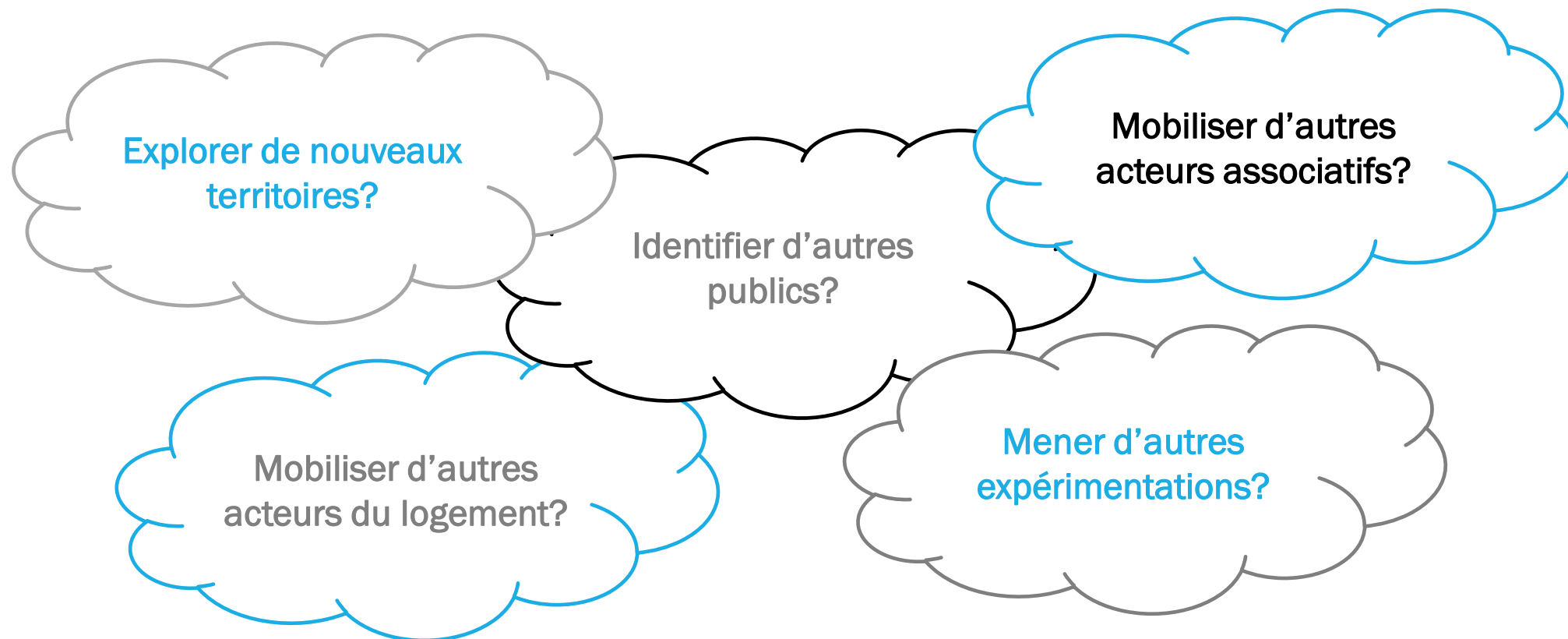
Mobiliser différemment la coordination du schéma à l'aune des pratiques expérimentées au cours de 30 logements d'abord?

S'appuyer sur les pratiques d'intervention sociale expérimentées pour soutenir les ménages logés ou hébergés?

Penser des mesures d'accompagnement lié au logement mises en œuvre auprès de ménages en bail direct?

Renforcer l'accompagnement social lié au logement dans le cadre de la Gestion Locative Adaptée?

Des décisions qui vous appartiennent





Merci de votre engagement.